



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

15 octobre 2026 – N°26

L'édito

Soutenons la mobilisation de la jeunesse scolarisée !

Le succès des manifestations du 6 octobre dans de très nombreuses villes témoigne de l'ampleur de la colère lycéenne et de la détermination du mouvement. Huit remarques s'imposent à propos de cette mobilisation peu ordinaire et massive de toute une génération.

1 – L'un des éléments-clés est le refus de l'autoritarisme et du mépris subis et accumulés depuis longtemps contre la jeunesse scolarisée, en ayant à l'esprit l'extrême faiblesse des droits et de la parole des jeunes dans l'institution scolaire.

2 – Autre élément-clé : les politiques d'austérité et la succession (sans aucune évaluation) des contre-réformes dans l'Éducation et la Recherche ont des conséquences catastrophiques : état des locaux, manque de personnels à tous les niveaux et notamment d'AESH et d'infirmières, non remplacements ; d'où perte d'heures de cours, classes surchargées, emplois du temps infernaux, Parcours Sup et son climat anxiogène..

3 – Nouveauté majeure : la place nouvelle dans la mobilisation prise par les établissements à recrutement populaire (lycées professionnels, lycées de banlieues) et les jeunes des quartiers populaires. Une dynamique du centre vers la périphérie et des mobilisations essentiellement de jeunes issus des couches moyennes laisse place à la dynamique et l'impulsion venues de la périphérie vers le centre. A souligner également la mobilisation des élèves dans des départements et territoires d'outre-mer.

4 – Autre caractéristique : une répression policière incessante, violente – et jamais vue depuis octobre 1961 en nombre d'interpellations –, menaces policière et administrative permanentes contre les jeunes ; confirmation et continuation d'une violence systémique et cynique du pouvoir contre les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes. La surenchère répressive systématique de la droite « républicaine » et de l'extrême-droite confirme le processus de fascisation en cours, à corréliser avec la montée de la menace néo-fasciste.

5 – Ce qui est prometteur et invisibilisé par tous les médias, c'est la maturité, la politisation très rapide de la jeunesse scolarisée et des processus d'auto-organisation partielle mais réelle. Mais qui se heurte aux menaces de l'institution scolaire et à la violence policière d'une part, et d'autre part, est rendue limitée par la quasi-absence de véritable outil syndical, non pour « diriger » mais pour jouer le rôle de mémoire des luttes et aider au déploiement de l'auto-organisation.

6 – Des arguments éculés et grotesques tentent depuis le début de disqualifier cette mobilisation ; elle serait manipulée et sans capacité autonome, animée par la violence ! Alors que les assemblées générales lycéennes ou étudiantes montrent au contraire la maturité des élèves et des étudiant·es, leur capacité à la réflexion et à l'auto-organisation. C'est un réel enjeu que de les éloigner de leur établissement fermé, les empêcher ainsi d'exprimer leur force collective et casser la dynamique de la lutte.

7 – La jonction lycéenne/étudiante est en cours et l'appui commencé des organisations syndicales éducatives et interprofessionnelles doit se consolider, s'élargir et s'approfondir.

8 – Cette mobilisation est un élément majeur pour l'avenir. Toute une génération fait une expérience de lutte, se politise, prend conscience que ni la droite et l'extrême droite, ni le gouvernement n'ont de réponse à leurs exigences, hormis une surenchère répressive. Les aspirations et exigences de la jeunesse sont des signes très encourageants ; nous souhaitons que ce mouvement continue et permette une "convergence avec d'autres luttes".



photo : www.photothèque.org

Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes. Chacun·e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr

Un projet de budget à l'os

L'Assemblée Nationale entame l'examen des projets de lois de finance – les budgets – de l'État et de la Sécurité Sociale pour l'année à venir. Cela fait des semaines que le pouvoir agite la crécelle sur une probable cure d'austérité sans précédent et prépare la population à des sacrifices douloureux. La copie déposée par le Gouvernement est à la hauteur de ce qu'on pouvait craindre ! 43 milliards d'économies s'ajouteront aux mesures précédemment annoncées pour atteindre un total de 54 milliards pour 2027. Ce sont les services du travail, de l'emploi et de l'action sociale qui prennent le plus cher, avec près de 2,5 milliards de crédits en moins. Mais pas de problème pour la « défense », poste budgétaire le mieux doté avec une augmentation de 6,4 milliards quand les autres secteurs de l'État voient leurs crédits diminuer ou, au mieux évoluer moins vite que l'inflation ! Et cela sans que la priorité donnée à l'arme nucléaire dans la politique de défense ne soit jamais interrogée.

Quant à la façon dont ce Gouvernement entend boucler les budgets, là non plus, il n'y a pas de surprise : non indexation des retraites de base au-delà de 1260 € par mois ; limitation à + 2 % de l'objectif d'évolution des dépenses de l'Assurance maladie, alors que celles-ci progresseront mécaniquement de 3,4 % (vieillesse de la population, inflation) ; attaques contre les arrêts de maladie ; gel des APL et de prestations sociales (allocations familiales, prime d'activité) ; ponction sur les excédents de l'assurance chômage ; gel du point d'indice des fonctionnaires pour la 4ème année consécutive. A

contrario, les exonérations de cotisations et les avantages fiscaux accordés aux entreprises, en particulier les plus grandes et les plus rentables, sont à peine effleurés ! Le crédit d'impôt recherche (7 milliards à la charge de l'État pour un résultat plus que discutable) est ainsi maintenu. A croire que le rapport de la commission d'enquête du Sénat qui a chiffré à 211 milliards le total annuel des aides aux entreprises n'a servi à rien ; pas plus que l'aveu d'Eric Lombard, ancien ministre de l'économie, reconnaissant que des milliers d'ultra riches ne paient pas d'impôt sur le revenu.



Le problème du déficit et de la dette dont on nous rebat les oreilles, c'est moins un problème de dépenses excessives que de recettes insuffisantes, phénomène accentué par les décisions fiscales de Macron depuis 10 ans. Au delà de la nécessaire mobilisation contre les mesures d'austérité, il y a urgence à ce que le mouvement populaire s'empare des questions budgétaires. Ce ne sont pas des questions techniques mais des choix politiques, des choix de classe. Lors de la crise financière de 2008, l'idée avait émergé de constituer des collectifs pour un audit citoyen de la dette. Reprenons ce chantier pour formaliser démocratiquement les attentes populaires en termes d'action publique et rechercher les moyens de les satisfaire.

Un modèle agricole mis à plat par la crise écolo-climatique

Nous avons connu un épisode caniculaire inédit par sa précocité, son intensité et sa durée, manifestation d'un dérèglement climatique qui s'accélère. Chacun.e aura pu en mesurer les effets avec les méga-feux qui ont ravagé des régions entières cet été. Ce qui est peut être moins perçu par le grand public, ce sont les conséquences de la sécheresse sur les productions agricoles. A peu près toutes les filières ont été impactées dans la plupart des régions même si c'est de façon inégale : maraîchage, élevage, grandes cultures, arboriculture... Cette crise se traduit par des pertes importantes de rendement – et de revenu – pour de très nombreux et nombreuses paysan·nes. Une crise qui peut se



prolonger pendant des mois : le retour tardif de pluies qui restent faibles peut hypothéquer la repousse des prairies et peser sur l'activité des éleveurs et éleveuses qui ont déjà entamé leurs réserves de fourrage d'hiver. Elle

risque aussi de se répercuter sur l'aval par manque de matière première suffisante pour faire tourner les unités de transformation et, au bout de la chaîne, sur une hausse conséquente des produits alimentaires.

Ce qui est aussi en jeu, c'est le risque de cessations d'activité et d'une accélération du mouvement de concentration des exploitations agricoles. Car la situation dramatique d'une partie

de la paysannerie n'empêche pas les prédateurs de continuer à agir. Ainsi, le groupe Savencia (ex Bongrain) vient de rompre unilatéralement le contrat qui le liait à une organisation de producteurs et productrices de lait du Maine-et-Loire, de la Sarthe et de la Mayenne (330 exploitations, plus de 600 paysan·nes).

Face à une telle situation, les aides d'urgence aux agriculteurs et agricultrices en difficulté sont, bien sur indispensables. Début septembre, le gouvernement a annoncé une enveloppe de plus d'un milliard d'euros pour soutenir le secteur. Il prévoit la mise en oeuvre de mesures assez habituelles en matière de gestion des crises agricoles (prêts à taux zéro,...). Encore faudrait-il que ces dispositifs ne soient pas accaparés par ceux qui en ont le moins besoin et qu'ils ne servent pas à éliminer les plus fragiles. C'est ce qui a amené la Confédération Paysanne à formuler des [propositions alternatives](#) avec, notamment, l'attribution d'une aide forfaitaire de 5 000 € par actif agricole.

Au delà d'une réponse immédiate à la crise, c'est bien d'une réorientation fondamentale du modèle agricole dont la société a besoin : un modèle résilient au dérèglement climatique et qui s'appuie des pratiques agro-écologiques ; pour une agriculture plus économe et plus autonome, permettant aux paysan·nes de vivre dignement de leur travail et fournissant une alimentation de qualité à un prix abordable. La mise en place d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation a toute sa place dans une telle reconversion.

Le colonialisme tue, à Paris comme à Gaza

Tous les colonialismes ont été meurtriers : dévaloriser l'autre, le déshumaniser, l'exterminer est dans la nature même du colonialisme. Les exemples en sont multiples, j'en évoquerai deux, l'Algérie et la Palestine.

L'Algérie fut un cas emblématique et marqua intensément la politique et la société françaises : si les soldats algériens furent bien accueillis lors de la première guerre mondiale ainsi que les travailleurs qui participèrent à la reconstruction, la situation changea rapidement dans les années trente où les Algériens



furent accusés par l'extrême droite de « manger le pain des Français » et affublés de dénominations racistes que nous connaissons tous et qui peuvent resurgir facilement. Ce poison du racisme anti-algérien s'est développé après la seconde guerre mondiale :

au début des années 1950, la forte immigration algérienne fut mal perçue par les franges les plus droitières de la population ; le 14 juillet 1953, lors d'une manifestation organisée par le PCF et la CGT, la police tira sans sommation sur un cortège de manifestants algériens, 6 furent tués, ainsi qu'un ouvrier français. Ce racisme policier se retrouva exacerbé le 17 octobre 1961, tandis qu'en Algérie l'OAS multipliait les massacres d'Algérien·nes parce qu'ils étaient Algérien·nes. Après l'indépendance de l'Algérie, les commandos fascistes « Charles-Martel » ont organisé de nombreux attentats en France et ont commis 7 assassinats (dont 5 Algériens) entre 1973 et 1978.

Cent trois ans après la mise en place du mandat colonial britannique sur la Palestine (1923), l'autodétermination du peuple palestinien n'est toujours pas à l'ordre du jour, mais le racisme endémique qui le frappe n'a jamais été aussi violent. Le mandat britannique est fondé sur la déclaration Balfour (1917) qui prévoit « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif », sans que ce projet « puisse porter atteinte soit aux droits (...) des collectivités non juives ». Cette expression est conforme au racisme bien pensant du début du XXe siècle : Balfour cite « le peuple juif » mais désigne les autres habitants par une formulation négative de « collectivités non juives ». Le peuple palestinien souffre encore aujourd'hui de cette définition raciste qui a perduré pendant toute la période coloniale et s'est développée après la création de l'État sioniste.

Ce racisme s'est manifesté par l'expulsion de 800 000 Palestinien·nes entre 1947 et 1949, la destruction de centaines de villages et par des multiples lois racistes, comme la loi sur la propriété des absents de 1950. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Netanyahu et de sa clique d'extrême droite fascisante, le racisme a été institutionnalisé : la loi sur l'État-nation de 2018 s'oppose à l'autodétermination du peuple palestinien. La guerre de Gaza a accentué ce racisme. Divers hommes politiques, dont des ministres, ont parlé des Palestinien·nes comme des animaux, des sous-hommes qu'il convient d'éliminer : la doctrine Dahiya, qui ne fait pas de différence entre civils et militaires, mise en place au Liban dès 2006 et généralisée à Gaza, est caractéristique du mépris raciste du pouvoir colonial israélien pour tous ses adversaires.

Une mobilisation réussie !

A l'appel de la Confédération Paysanne, des Soulèvements de la Terre, de Cancer Colère, le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest et de très nombreuses organisations – syndicales, écologistes, associatives... – plus de 15000 personnes ont convergé le samedi 3 octobre vers le site de l'entreprise Sygenta, un des principaux groupes agrochimiques mondiaux, dans l'Eure. pour dire « stop aux pesticides ».

Une mobilisation particulièrement réussie et salubre à un moment où, fort du vote de la loi « Duplomb II », le gouvernement accorde les dérogations pour l'usage des pesticides à qui mieux mieux



photo Confédération Paysanne

Corse, une première et un riche débat !

Une première, le 21 septembre : un débat en visio co-organisé par le Réseau coopératif Gauche Alternative et l'organisation corse A Manca sur le thème « Projet gouvernemental d'autonomie pour la Corse : quels enjeux ? »

Le Réseau a rappelé ses références sur le fond : droit à l'auto-détermination des peuples partout dans le monde -et notamment du peuple corse-, face aux colonialismes et aux impérialismes.

A Manca a fait une analyse de la situation en Corse en inscrivant le projet gouvernemental dans un contexte plus général : accentuation des inégalités sociales et de la pauvreté, ravages du sur-tourisme (« totalitourisme ») et mainmise mafieuse sur l'économie de l'île... Ce fut aussi l'occasion pour A Manca de rappeler l'histoire coloniale méconnue de la Corse, de l'expérience de l'indépendance paoliste (1755-1769) jusqu'aux mobilisations massives auto-organisées de la jeunesse en 2022 après l'assassinat d'Ivan Colonna.

L'appréciation du projet gouvernemental d'autonomie différencie l'approche d'A Manca du refus exprimé par le FLNC-UC et de l'aile droite identitaire du nationalisme corse.

Pour A Manca -issue de la gauche nationaliste mais qui ne se réclame plus du nationalisme et qui s'oppose à toute démarche identitaire-, tout ce qui peut permettre un pas en avant dans le sens du pouvoir de la société corse doit être pris en compte, en dépit d'un projet très modéré et ne remettant pas en cause le domaine régalien.

Les échanges ont été particulièrement riches et prometteurs. Le processus de mise en route d'un tel projet d'autonomie risque de connaître un accroc majeur avec le probable prochain coup d'arrêt donné par un sénat très à droite. Comment la société corse réagira-t-elle alors ?

Blocage politique en Allemagne

La poussée de l'AFD a des causes conjoncturelles : l'impopularité d'un gouvernement Merz accentuant le détricotage du modèle allemand et des restes de solidarités sociales, avec la réorientation massive des investissements vers les dépenses d'armement. Plus structurelles, avec le déclin des partis démocratiques de masse et l'hostilité à l'immigration notamment dans les Länder de l'Est. La progression, de bien moindre ampleur, de la Linke, l'installe comme troisième parti de gauche avec environ 10% au niveau national. Son succès à Berlin ouvre un cycle de négociations avec SPD et Grünen, un texte commun sur la question israélo-palestinienne a entraîné une forte opposition des secteurs les plus engagés dans le soutien à la cause palestinienne.

L'installation de l'AFD, avec un score potentiel de 30% au niveau national conduit au blocage du système politique. Les gauches sont minoritaires, profondément divisées au niveau national, mais représentent près de 40% de l'électorat. La CDU, en chute libre, reste le principal parti démocratique et la culture de la coalition conduit sociaux-démocrates et Verts, ensemble ou séparément, à un rôle de supplétifs de la droite. Mais la crise gagne depuis plusieurs décennies. La CDU a été au 20ème siècle un parti interclassiste, acceptant le modèle rhénan de la Sozialpartnerschaft, elle est aujourd'hui une formation rétrécie et homogénéisée sur une base libérale qui aboutit à la destruction de ce modèle. Merz en est un digne représentant. Le SPD fut un vrai parti populaire, entretenant des liens organiques avec de larges secteurs syndicaux. Il cessa tôt de se référer à la lutte des classes mais portait un projet visant à l'élargissement de la démocratie



sociale et à des compromis améliorant les conditions de vie du monde du travail. Ses effectifs ont fondu et il est aujourd'hui enfermé dans une coalition sous la direction des néo-libéraux. Des résistances se manifestent, mais le parti est placé devant un dilemme : rompre l'alliance sans principe avec la CDU et risquer une nouvelle débâcle électorale ou capituler.

Le positionnement des Verts n'est pas si éloigné ; ils gardent une base notamment de secteurs des couches moyennes éduquées, ils ont largement renoncé à défendre un programme social conséquent, cautionnent la politique de réarmement massif de Merz, mais gardent, assez seuls, le cap d'une société ouverte et multiculturelle. A l'opposé, Le BSW, scission de la Linke, défendait en Saxe Anhalt quatre priorités : des salaires justes, la lutte contre la "cancel culture", une régulation stricte de l'immigration, le refus de l'engagement aux côtés de l'Ukraine et le pacifisme. Cette formation obtient des scores électoraux proches de 5%, elle est la seule à mettre en cause la Brandmauer, le pare-feu contre l'AFD. Enfin, la Linke gagne des positions dans la société et le champ politique, Sans mettre en sourdine son orientation antiraciste et féministe, elle a clairement axé ses campagnes sur des thématiques sociales, son succès à Berlin est sans doute largement dû à la proposition de socialisation des sociétés immobilières qui contribuent à l'explosion des loyers. La Linke défend par ailleurs une ligne clairement unitaire contre l'extrême droite, est fortement présente dans les mobilisations antifascistes. Sa progression est sans commune mesure avec celle de l'AFD mais elle contribue à la politisation de larges secteurs de la jeunesse.

S'inspirer des expériences autogestionnaires du Mouvement ouvrier

Le 30 septembre, Salvatore Cannavò, journaliste italien, militant autogestionnaire et ex-député de « Rifondazione comunista » a présenté son nouveau livre « Rivoluzione e Liberta ». Son travail s'appuie sur l'histoire du mouvement ouvrier, le socialisme utopique du XIXème siècle et la révolution de 1848 en France pour démontrer que le futur que nous voulons se trouve dans les références sociale et politique de l'autogestion, du mutualisme conflictuel et de la liberté dite sociale.

Selon lui, il faut :

- retourner sur les écrits et le vécu du mouvement ouvrier du XIXème siècle, avec toute sa richesse, très sous-estimée
- reprendre la « commission du Luxembourg », les apports des sociétés mutuelles et leur coopérativisme avec mutualisme et compagnonnage pour essayer de comprendre comment nous pouvons gagner notre futur « bien-vivre » en suivant ces principes de solidarité.
- nous rendre compte qu'au XXème siècle syndicalisme et politique étaient séparés, qu'ils avaient chacun leurs représentant-es, leurs lignes d'actions, rendant secondaires les paroles des travailleurs-euses, qui ne pouvaient s'exprimer que dans et par leur syndicat.
- que la parole de l'ouvrier-e n'a pas nécessairement besoin de représentant pour s'exprimer
- préciser que le mutualisme conflictuel ne signifie pas intégration au capitalisme

Salvatore Cannavò insiste : la parole ouvrière doit être à la fois

politique et sociale. Et pour cela il faut que ce soit elle-même qui l'exprime.

C'est ainsi que s'est pratiquée la lutte des GKN à Florence, lesquel-les se sont reconverti-e en entreprise coopérative autogestionnaire. Après plus de cinq ans de lutte elle devient mutualiste, coopérative écologique et solidaire. Ils/elles reconver-tissent écologiquement des panneaux solaires, organisent une cuisine populaire... tout cela avec leurs fonds propres solidairement accumulés et le concours volontaire des services publics de la région dont ils dépendent.

Les participant-es ont ensuite échangé sur les liens entre passé et avenir du mouvement ouvrier sur la base de la référence autogestionnaire, sur l'importance de la parole ouvrière, et sur les limites des modèles politiques et syndicaux du 20e siècle (séparation entre syndicalisme et politique, domination des partis politiques). Les participant-es ont également abordé les notions de mutualisme conflictuel et de liberté sociale : l'enjeu est de s'approprier et de reconquérir cette liberté sociale. Cette notion est rendue d'autant plus nécessaire par l'expérience du stalinisme et par le détournement de la référence à la liberté par les néolibéraux, pour qui celle-ci est subordonnée à la course au profit de l'économie capitaliste. Un enjeu stratégique pour les autogestionnaires !

